



**Déclaration de la FCPE
Conseil Départemental de l'Éducation Nationale
Jeudi 23 Mai 2013**

La répartition actuelle du temps d'enseignement a montré toute sa nocivité tant pour le rythme de travail imposé aux enfants comme aux enseignants que pour le manque d'efficacité de l'enseignement qu'elle induit. Depuis la suppression de l'école du samedi matin, la FCPE dénonce cette organisation scolaire et les dégâts causés aux enfants. Elle se bat avec la communauté éducative pour la semaine de 9 demi-journées, une journée scolaire raccourcie, un calendrier annuel plus cohérent et des pratiques pédagogiques renouvelées. **Nous aurions préféré que plus de villes du Val d'Oise mettent en place la réforme des rythmes en 2013.**

Nous demandons une véritable refondation de l'école publique qui, pour être réellement efficace, doit comprendre une révision en profondeur des programmes scolaires, l'abandon de l'école du socle, des outils d'évaluations et du livret personnel de compétences.

Mais de quoi parle-t-on, quand on parle de réforme des rythmes scolaires ?

Actuellement l'enseignement dans les écoles de nos communes porte généralement sur 8 demi-journées par semaine. Dans le cadre du projet de "Refondation de l'école publique", une réorganisation du temps scolaire a été décidée par le Gouvernement. Cette réorganisation amènera à travailler sur 9 demi-journées dont 3 heures le Mercredi ou le Samedi matin (sur dérogation). Les autres journées devront être de 5 heures d'enseignement maximum (position FCPE) ou 5h30 (position du Ministre) et devront comporter une pause méridienne d'un minimum de 90mn.

Quel choix avez-vous fait Madame la Directrice académique pour le Val d'Oise ?

Le soi-disant soutien personnalisé serait donc exclu (restons vigilants), de même que le temps consacré aux devoirs après l'école. Alors que d'autres Fédérations de Parents souhaitent conserver le principe des devoirs à la maison, nous pensons que les parents ne peuvent pas être les sous-traitants de l'Éducation Nationale en raison d'un manque de moyens qui pourrait se nommer l'austérité. Cette réforme ne concerne pas que les établissements scolaires, mais aussi une diversité d'acteurs intervenant directement ou indirectement sur les questions éducatives dans les différents temps de la vie des enfants (pouvoirs publics, collectivités territoriales, associations, parents, clubs sportifs, conservatoire, centres de loisirs etc...) L'Éducation Nationale doit négocier avec les villes le contenu du temps partagé entre la pause restauration et la fin du temps commun (16h30). Nous devons aussi être vigilants sur l'organisation périscolaire qui devra être mise en place (sport, culture, découvertes, jeux,...) et sur l'organisation ou non du repas éventuel du

mercredi midi. En tout état de cause, nous devons exiger que la nouvelle organisation scolaire soit validée par un vote de l'ensemble des élus dans les Conseils d'école.

Nous rappelons que la FCPE 95 a organisé le 11 Avril 2013 un débat sur le rythme de l'enfant. Des études et des auditions de psychologues montrent que la semaine de 5 jours permet une meilleure acquisition des connaissances et respecte mieux le rythme biologique des enfants.

Cette réforme doit être mise en place au plus vite, mais avec la garantie que toutes les conditions soient réunies dans l'intérêt des enfants (et des enseignants). Ces conditions passent par une égalité de traitement de tous les enfants sur tout le territoire.

En effet, il ne nous paraît pas concevable que tous les enfants n'ait pas accès, sans aucune restriction, aux TAP proposés par les collectivités territoriales au travers des PEDT.

Au nom de cette égalité, nous disons également NON à toute augmentation envisagée des prestations de type Rest'o collègue, augmentation qui serait non justifiée et qui pénaliserait une fois de plus les familles.

Nous demandons que le STIF revoie l'ensemble des contrats avec les transporteurs. La situation géographique d'un enfant du Vexin ne doit pas être un problème, source de dépenses supplémentaires. De même pour les bénéficiaires de la carte Imagine'R, nous demandons le retour des subventions.

Pour la FCPE 95 nos demandes sont :

1. Pour une présence des enfants à l'école de 8h30 à 16h30. Nous n'acceptons pas que le temps d'école soit bradé en fonction des contraintes de locaux ou de personnels.
2. Pour une véritable prise en compte du rythme de l'enfant, en ramenant la semaine à 4 jours et 1/2, la journée scolaire à 5h, une demi-journée de 3h à 3h30 soit 23h ou 23h30 de classe par semaine, ce qui implique de réduire les vacances d'été pour ne pas réduire globalement le temps scolaire annuel.
3. Pour un véritable temps de pause méridienne de 1h30 à 2h sans aucun temps d'apprentissage supplémentaire, ni individuel, ni en groupe.
4. Pour une égalité et une gratuité du temps scolaire, une égalité et une gratuité des contenus d'apprentissage et de découverte : pas de fracture, ni de facture supplémentaire pour cause d'activités artistiques, sportives, culturelles.
5. Pour un encadrement de qualité, garanti sur le temps scolaire avec des enseignants formés et accompagnés dans leurs missions.
6. Pour un encadrement périscolaire de qualité assuré par des personnels qualifiés et diplômés dans leurs métiers respectifs et avec le maintien d'un animateur pour 14 enfants chez les plus de 6 ans et d'un animateur pour 10 enfants chez les moins de 6 ans. Pas de garderie ni d'activités à vocation occupationnelle mais de véritables cycles d'apprentissage où tous les enfants trouveront leur place.

7. Pour une véritable cohérence éducative dans un Projet Educatif Territorial. Pour les collectivités territoriales ayant fait le choix d'une mise en place dès la rentrée 2013, la consultation du CDEN ne peut pas, aujourd'hui, être une variable d'ajustement sur les projets d'aménagement du temps scolaire.

Tout cela demande un budget conséquent mais comme nous le disons depuis toujours : « L'éducation est un investissement pas un coût ». C'est pourquoi, nous demandons un apport financier de l'état envers les communes à la hauteur des ambitions affichées et pérenne. Moins de rond-points plus d'école !

250 millions d'euros pour la seule année 2013 ce n'est pas suffisant pour répondre aux besoins de l'école et des communes, et par conséquent de nos enfants. Il faut un budget bien plus ambitieux que certains situent déjà à hauteur de 600 millions d'euros par an.

Est-ce trop cher pour nos enfants ? Est-ce trop cher pour les ambitions du Ministre ?

Quoiqu'il en soit, 2013 ou 2014 la qualité du dispositif dépendra une fois de plus de l'implication de chacun. Nous demandons que l'ensemble de cette réforme d'enseignement public soit gratuit, laïque et de qualité pour tous **les enfants**

On ne lâche rien pour une Ecole pour tous. Nous devons donner de l'élan à notre Ministre pour une vraie politique d'Education.